

LE CLIMAT EN PERSPECTIVE :

Un programme de politiques en vue des prochaines étapes pour le Canada

III

RAPPORT SUR LE FORUM DU 20^e ANNIVERSAIRE DE LA TRNEE

Sécuriser l'avenir du Canada dans un monde en plein changement climatique



ÉCOSYSTÈMES



ÉNERGIE



ARCTIQUE

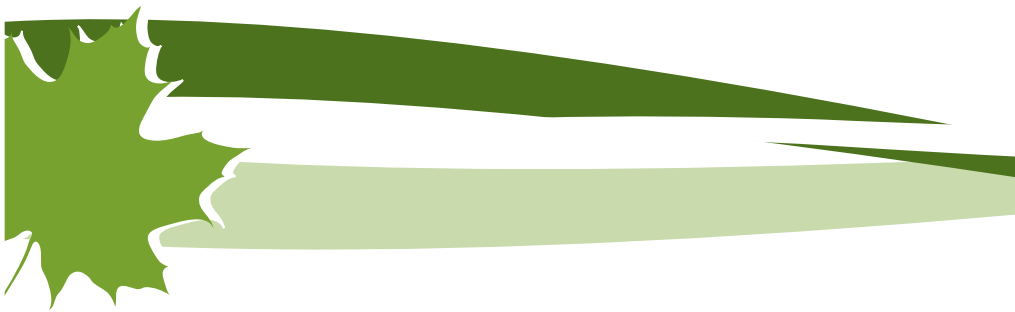




TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION	3
OBJET	4
PARTICIPANTS.....	5
FORMAT.....	5
II. UN PROGRAMME DE POLITIQUES CLIMATIQUES D'AVANT GARDE POUR LE CANADA . 7	
CE QUE NOUS AVONS ENTENDU.....	7
CE QUE NOUS RECOMMANDONS.....	10
CE QUE NOUS FERONS.....	16
III. SOMMAIRE DU FORUM.....	19
TABLE RONDE N° 1 : SÉCURISER LES ÉCOSYSTÈMES DU CANADA.....	19
TABLE RONDE N° 2 : SÉCURISER L'ÉCONOMIE D'ÉNERGÉTIQUE DU CANADA.....	25
TABLE RONDE N° 3 : SÉCURISER L'ENVIRONNEMENT ARCTIQUE DU CANADA.....	30
IV. SONDAGE DU PUBLIC PARTICIPANT.....	35
TABLE RONDE N° 1 – LES ÉCOSYSTÈMES.....	35
TABLE RONDE N° 2 – L'ÉCONOMIE D'ÉNERGÉTIQUE.....	36
TABLE RONDE N° 3 – L'ENVIRONNEMENT DE L'ARCTIQUE.....	37
V. ENGAGEMENT EN VUE D'AGIR.....	39
ANNEXE.....	40
PARTICIPANTS AUX TABLES RONDES.....	40
MEMBRES DE L'AUDITOIRE.....	41

INTRODUCTION

« Le climat est en train de changer, à une cadence qui s'intensifie très probablement. L'activité humaine, l'activité industrielle humaine, ainsi que la façon dont nous consommons l'énergie, et notre voracité en matière d'énergie sont pour quelque chose dans les changements climatiques. »

Pierre Marc Johnson,
président du Forum



Le 30 octobre 2008, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE) a commémoré son vingtième anniversaire en organisant un forum pour discuter de son prochain programme de politiques climatiques. Le forum intitulé « Sécuriser l'avenir du Canada dans un monde en plein changement climatique » a présenté à cent chefs de file canadiens une occasion exceptionnelle de discuter des répercussions des changements climatiques sur l'avenir environnemental et économique du Canada.

Le Forum du 20^e anniversaire de la TRNEE a eu lieu deux semaines à peine après la réélection du premier ministre Stephen Harper et cinq jours avant les élections américaines à l'issue desquelles Barack Obama a été proclamé président. Prévoyant un intérêt et un engagement renouvelés à l'égard de mesures visant les changements climatiques au Canada et à l'étranger, le Forum s'est penché sur les priorités et les mesures qui seraient nécessaires pour assurer notre avenir dans trois domaines clés—les écosystèmes, l'économie d'énergie et l'Arctique—en regard des changements climatiques croissants qui sont attendus.

La table ronde construite sur mesure pour le sommet des dirigeants mondiaux du G8 en 2002 à Kananaskis a jeté les assises d'un format modéré unique visant à favoriser non seulement le dialogue et le débat, mais aussi l'établissement des priorités et le consensus. Un processus formel de participation du public a assuré que toutes les perspectives puissent être entendues. Neuf documents originaux de commentaires de participants invités ont constitué le point de départ des discussions. Un guide du forum fournissant des renseignements de fond sur le thème de chaque table ronde et précisant les questions de discussion a été distribué d'avance. Des enregistrements vidéo et des photos de l'événement, avec le Guide du forum, les commentaires et les résultats du sondage du public participant peuvent tous être trouvés sur le site Web de la TRNEE à l'adresse suivante : <http://www.nrtee-trnee.ca/fra/media/evenements/autres/20e-anniversaire/20e-anniversaire.php>.

Le présent rapport décrit ce que nous avons entendu lors du Forum et renferme des observations de la TRNEE pour le prochain programme de politiques climatiques du Canada—ce que nous appelons « Le climat en perspective »—et les priorités de la recherche qu'entreprendra la TRNEE dans ce domaine. Il est présenté à un moment où, plus que jamais, est entrelacé l'avenir économique et environnemental du Canada.

INTRODUCTION

« Quand nous considérons ce matin la tâche qui nous attend, nous constatons combien elle est écrasante, avec la chute du crédit et l'inertie institutionnelle chronique que nous observons très souvent dans les dossiers de l'environnement et de la durabilité. »

Bob Page, président de la TRNEE

OBJET

Le mandat de la NRTEE est de « jouer un rôle catalyseur dans la définition, l'interprétation et la promotion, pour tous les secteurs de la société canadienne de même que pour toutes les régions du pays, des principes et de la pratique du développement durable ». ¹ Rien n'est plus important que les implications environnementales et économiques des changements climatiques. Elles représentent le défi le plus important et le plus considérable du développement durable de notre siècle dans le monde. La sécurité environnementale et économique du Canada est tributaire de la manière dont nous réagirons aux changements climatiques de la planète à l'échelle nationale et internationale.

La sécurité de notre avenir dans un monde en plein changement climatique commence par une réflexion proactive et prospective ici, au Canada. Cela entend l'adoption de politiques climatiques et de mesures efficaces et à long terme qui entraînent des résultats concrets. Cela entend aussi des choix difficiles à faire entre des solutions rivales et des intérêts divergents et tenir compte des intérêts canadiens qui sont en jeu et de la manière dont il faudrait et dont on pourrait les protéger.

Trois questions fondamentales ont guidé les délibérations du Forum :

Q1. *Avons-nous un bon entendement des principaux enjeux auxquels nous devons réfléchir pour sécuriser l'avenir du Canada dans un monde en plein changement climatique?*

Q2. *Quels sont les principaux éléments d'une politique climatique avant-gardiste pour le Canada qu'il faudra inclure afin d'assurer une résolution fructueuse de ces enjeux?*

Q3. *Quels sont les processus stratégiques et les structures de gouvernance les plus efficaces qu'il nous faut mettre en place pour permettre l'intégration des intérêts environnementaux et économiques dans l'élaboration et la mise en œuvre de cette politique climatique d'avant-garde?*

¹ Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (1993). Consulté à l'adresse <http://lois.justice.gc.ca/fr/ShowFullDoc/cs/N-16.4> le 3 février 2009.

INTRODUCTION

« Ce qui sera et ne sera pas fait dans les prochaines années se répercutera sur toute la vie adulte de nos enfants et nos petits-enfants. »

David Suzuki, conférencier principal

PARTICIPANTS

Le Forum de la TRNEE s'est déroulé sous forme de trois séances en table ronde auxquelles ont participé plus de quarante personnes sous la direction de trois modérateurs et du président du Forum, Pierre Marc Johnson. Plus d'une centaine de personnes se sont jointes au Forum au cours de la journée. Les participants représentaient tout l'éventail des intérêts, des perspectives et du leadership mis en jeu par les changements climatiques ou les enjeux environnementaux et économiques, ainsi que la politique publique. Parmi les participants se trouvaient des membres de l'industrie, de la communauté environnementale et du gouvernement, des universitaires, des membres des médias et des membres de groupes de réflexion sur les politiques publiques. Ils venaient de toutes les provinces et de tous les territoires du Canada, ainsi que des États-Unis (É.-U.), du Royaume-Uni (R.-U.), de l'Allemagne et du Mexique. Il y avait des activistes et des défenseurs; des experts et des chroniqueurs; des fonctionnaires et des hommes et femmes politiques; des ambassadeurs et des universitaires; des présidents et premiers dirigeants et des environnementalistes. Ils partageaient un vif intérêt pour la question des changements climatiques et leur influence sur la sécurité économique et environnementale du Canada. Une liste complète des participants aux tables rondes se trouve en annexe.

FORMAT

Un format de discussion en table ronde a été choisi pour favoriser le dialogue et la discussion, l'atteinte de consensus et l'établissement des priorités. Dans le but de stimuler l'échange et d'obtenir une perspective initiale plus approfondie, trois documents de commentaire ont été commandés sur chacun des thèmes centraux du Forum. Ceux-ci ont été publiés à l'avance en tant que « Commentaires » et ont été diffusés à tous au moyen du site Web de la NRTEE.

Le Forum avait pour objectif de définir les priorités pour les responsables des politiques canadiens. Par conséquent, les modérateurs ont posé les questions ci-après.

Q1. *Quels sont les plus importants éléments liés au thème à tenir en compte dans le futur programme de politiques du Canada?*

Q2. *Quels obstacles et défis entravent la résolution de ces enjeux?*

INTRODUCTION

« Je crois que la manière dont nous avons tout aménagé, et le regard que l'on peut poser sur la salle, illustrent le mode de fonctionnement de la Table ronde. C'est pour créer un havre, un espace neutre et impartial où peuvent être proposées des solutions de développement durable. Bref, nous rassemblons des gens pour formuler des idées. »

David McLaughlin,
président et premier dirigeant
de la TRNEE

Q3. *Quelles sont certaines des solutions possibles pour surmonter les obstacles et les défis cernés?*

Q4. *Quelle est, selon vous, la plus grande priorité que les responsables des politiques canadiens doivent résoudre au moyen des politiques climatiques futures relativement au thème?*

Les auteurs des commentaires ont lancé la discussion sur la première question lors de chaque séance en partant des éléments soulevés dans leurs écrits. Les trois premières questions ont été débattues à titre volontaire, et une période de questions et réponses du public a suivi. La quatrième question a été posée à chacun des participants afin de capter la diversité des points de vue représentés autour de la table.

Après chaque séance, les membres du public et les participants ont répondu à un court sondage afin d'obtenir leur point de vue sur le thème en question. Un compte rendu en temps réel a été fait des résultats à tous les participants. Ce format interactif a permis d'échanger l'expertise, les idées, les réactions et les solutions de façon à établir un dialogue et un consensus plus en profondeur.

Le fruit de cette discussion innovatrice est présenté ici, soit « *Le climat en perspective : Un programme de politiques climatiques en vue des prochaines étapes pour le Canada* ».

UN PROGRAMME DE POLITIQUES CLIMATIQUES D'AVANT-GARDE POUR LE CANADA

Le Forum avait entre autres buts celui d'éclairer l'élaboration d'un programme de politiques climatiques d'avant-garde pour le Canada et du prochain programme de recherche de la TRNEE dans ce domaine. Nous avons entendu assez pour entreprendre ces deux projets. Il y a eu de remarquables points de consensus et d'accord. Il y a aussi eu, comme on pouvait s'y attendre, certains points de divergence. Toutefois, ce groupe diversifié et informé de chefs de file canadiens a été unanime à exprimer l'importance des changements climatiques pour l'avenir du Canada.

La présente section décrit tout d'abord « ce que nous avons entendu », suivi de « ce que nous recommandons ». En décrivant « ce que nous ferons », la Table ronde reconnaît son rôle et la part qui lui incombe.

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

Voici les messages principaux que nous avons entendus.

Les changements climatiques sont réels. Notre pays doit les prendre plus au sérieux et être plus déterminé à accepter cette réalité; nous devons nous préparer à y faire face.

Il existe un besoin urgent d'agir de façon décisive. C'est difficile, mais nécessaire, car il y a trop longtemps que les décisions sont remises à plus tard.

Le gouvernement a manqué de leadership ferme et d'esprit de décision en matière de politiques sur les changements climatiques. C'est un obstacle d'importance aux mesures qui s'imposent, qui plonge la population dans l'incertitude quant à l'orientation et aux buts ultimes et qui entrave l'atteinte d'un consensus en matière de politique publique sur la façon de progresser.

UN PROGRAMME DE POLITIQUES CLIMATIQUES D'AVANT-GARDE POUR LE CANADA

Le Canada manque d'une vision unifiée concernant les politiques climatiques. D'une stratégie énergétique durable nationale qui intègre les enjeux liés aux ressources énergétiques et au climat à la gestion de l'eau et à la durabilité du secteur des ressources naturelles, une plus grande cohésion et une plus importante intégration sont nécessaires dans les approches en matière de politiques entre gouvernements et secteurs.

Un signal de prix pour le carbone dans l'ensemble du marché fait partie intégrante de toute solution à long terme aux changements climatiques. Un signal de prix pour le carbone est une étape primordiale afin de favoriser et de mettre en place l'élaboration d'une technologie à faible taux de carbone et de modifier des comportements des entreprises et des consommateurs. Une telle étape aura des incidences sur certaines parties de notre économie, les consommateurs et les régions, mais elle devrait être mise en œuvre.

L'atténuation et l'adaptation vont de pair. Les mesures visant à réduire les émissions futures de carbone sont clairement nécessaires, mais des mesures d'adaptation sont tout aussi indispensables pour composer avec les effets des changements climatiques qui sont déjà manifestes ou prévus en raison des émissions actuelles dans l'atmosphère.

Il faut mobiliser le public quant aux enjeux liés aux changements climatiques. Il sera plus facile de pousser les gouvernements à agir si le public comprend mieux la nécessité de mesures concrètes relativement au climat et les effets qu'il a en ce moment et qu'il aura à l'avenir, et si le public participe aux solutions.

Nous devons changer notre discours sur les changements climatiques. Il faut une nouvelle terminologie qui suscite un sentiment plus aigu d'urgence et cible mieux l'attention chez les Canadiens pour faire face aux changements climatiques.

Les changements climatiques représentent un enjeu environnemental et économique. Nous devons également tenir compte des implications environnementales et économiques ensemble afin de faire face aux changements climatiques, en particulier avec nos principaux partenaires commerciaux comme les États-Unis.

Les structures de gouvernance actuelles du Canada ne suffisent pas à la tâche de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une politique climatique à long terme. Nos gouvernements ne se concertent pas et ne collaborent pas assez en ce qui concerne toutes les compétences et tous les secteurs. Nous avons besoin d'une réponse et d'une manifestation de leadership plus uniformes de la part de tous les ordres de gouvernement.

UN PROGRAMME DE POLITIQUES CLIMATIQUES D'AVANT-GARDE POUR LE CANADA

Les messages clés qui sont ressortis de chacun des thèmes des tables rondes sont comme suit.

LA SÉCURITÉ DES ÉCOSYSTÈMES

- Le Canada a besoin d'une vision nationale de sa gestion des écosystèmes pour faire en sorte que différents ordres de gouvernement travaillent de concert. Les écosystèmes ne tiennent pas compte des limites des compétences. L'intendance environnementale est une responsabilité collective.
- La durabilité de l'eau—non seulement pour la sécurité des écosystèmes mais aussi pour les secteurs de l'énergie et des ressources naturelles—est une préoccupation prioritaire. Elle concerne pratiquement tous les écosystèmes, elle est détériorée par des pratiques contraires à la durabilité, et on s'attend à ce que les changements climatiques exercent sur elle des pressions accrues.
- Un cadre intégré appliqué à une réglementation axée sur les écosystèmes pour le développement durable assurera la prise en compte, dès le départ, à la fois de l'environnement et de l'économie dans les solutions de politique formulées.

LA SÉCURITÉ DE L'ÉCONOMIE D'ÉNERGÉTIQUE

- Compte tenu de la nature intégrée des politiques climatiques dans l'ensemble de notre économie d'énergétique, nous avons besoin d'une stratégie d'énergie durable qui intègre les préoccupations liées à l'environnement, à l'économie et aux ressources naturelles.
- La technologie, l'innovation et la recherche et développement (R et D) sont des composantes essentielles de la lutte contre les changements climatiques.
- La question de la consommation d'énergie par les Canadiens, y compris la conservation et l'investissement dans l'énergie renouvelable, va de pair avec la question de l'établissement d'un prix pour le carbone.

UN PROGRAMME DE POLITIQUES CLIMATIQUES D'AVANT-GARDE POUR LE CANADA

LA SÉCURITÉ DE L'ARCTIQUE

- L'Arctique canadien court le risque de subir des changements climatiques irréversibles qui se manifestent déjà dans cet écosystème fragile. Nous possédons des connaissances partielles, toutefois, de l'incidence des changements climatiques sur le Nord et de ce qu'ils signifient pour les solutions stratégiques aux enjeux relatifs à la fonte de la glace marine, à la souveraineté, au développement des ressources et aux peuples et collectivités du Nord.
- La fonte des glaces dans l'Arctique comporte des implications internationales évidentes. Il est probable que les questions non résolues relativement à la souveraineté et la promesse de ressources naturelles nouvellement accessibles résulteront en des conflits territoriaux.
- Les peuples et collectivités de l'Arctique canadien sont exposés aux changements climatiques et courent des risques, et ils doivent participer directement à l'évaluation des risques ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en œuvre de solutions.

CE QUE NOUS RECOMMANDONS

Un programme de politiques climatiques d'avant-garde pour le Canada doit commencer par l'intégration. Les changements climatiques sont envahissants et complexes. La lutte contre eux aura une incidence sur des gens, des lieux et des industries partout au Canada. Leurs répercussions profondes pourraient avoir des effets marquants sur la manière dont nous vivons et travaillons, dont certains nous n'avons pas encore envisagé. Une approche intégrée s'impose clairement—entre gouvernements, entre régions et entre secteurs—pour solidifier notre assise au moment d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques climatiques rigoureuses qui seront efficaces. Les enjeux des politiques climatiques sont tout autant des enjeux de l'économie que de l'environnement, tout autant des enjeux de la science que des enjeux de l'industrie, tout autant des enjeux de l'énergie que des enjeux de l'atmosphère.

Il faut mettre en place un nouveau cadre intégré à l'échelle nationale pour composer avec les enjeux liés aux changements climatiques et à leur incidence sur nos écosystèmes, l'économie d'énergétique et l'environnement de l'Arctique, et pour communiquer à leur sujet, et ce, afin d'examiner de façon plus délibérée les intérêts canadiens et de les traiter. Nous pouvons examiner maintenant notre environnement de l'Arctique pour en extraire des indicateurs de l'adaptation; nous

UN PROGRAMME DE POLITIQUES CLIMATIQUES D'AVANT-GARDE POUR LE CANADA

pouvons chercher dans l'Ouest des exemples d'effets sur nos ressources naturelles et sur notre compétitivité économique; et nous pouvons chercher partout au pays des stratégies efficaces d'atténuation et de nouvelles forces industrielles possibles. Tout cela doit être rassemblé et étudié d'une manière plus intégrée.

De même, les politiques climatiques du Canada ne peuvent être élaborées de façon isolée du reste du monde. Ce cadre intégré doit prendre en compte les décisions que prennent nos voisins du Sud et nos homologues à l'étranger. Les changements climatiques auront une plus forte incidence sur la disponibilité des ressources dans certaines régions, ce qui aura indirectement des répercussions sur les relations commerciales du Canada et sur l'investissement étranger direct. À mesure qu'accélère la transition des gouvernements du monde vers des économies à faibles émissions de carbone, il y aura des implications pour les produits et services canadiens. Si le Canada veut prospérer dans une nouvelle économie mondiale faible en carbone, et pour qu'il puisse trouver sa place comme économie concurrentielle et chef de file en matière de recherche et d'innovation, il faut que de telles tendances mondiales soient prises au sérieux.

Pour que ce nouveau cadre intégré à l'échelle nationale soit fonctionnel, nous devons d'abord comprendre les effets éventuels des changements climatiques sur le Canada et sur divers fronts. Cela comprend les coûts et les possibilités économiques, les besoins liés à l'adaptation et à l'atténuation ainsi que les répercussions sociales et communautaires dans différentes régions du pays. Il faudra aussi une vision nationale ferme et commune et une résolution à lutter de façon proactive contre les problèmes climatiques, sous le leadership des gouvernements et avec l'appui du public. Une fois cet engagement pris, les nouveaux modèles de gouvernance et processus d'engagement mis en place pourront contribuer à faire progresser le pays vers une certitude nationale plus grande pour faire face aux enjeux que posent les changements climatiques.

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie recommande les « prochaines étapes » dont la liste qui suit pour établir le programme de changements climatiques d'avant-garde du Canada. Nous l'appelons *Le climat en perspective*. Ces recommandations s'appuient sur les composantes fondamentales d'un cadre décisionnel national véritablement intégré : *la politique, la gouvernance et les gens*.

UN PROGRAMME DE POLITIQUES CLIMATIQUES D'AVANT-GARDE POUR LE CANADA

PROCHAINE ÉTAPE 1 – LA POLITIQUE

La modification de notre profil à long terme d'émissions de gaz à effet de serre (GES) exige des mesures sérieuses et soutenues d'atténuation des répercussions sur le climat. Cependant, pour faire face aux dommages qu'entraînent les changements climatiques qui ont déjà été faits ou qui ne peuvent être évités, il faudra un effort également déterminé d'adaptation. Un cadre intégré de politiques climatiques pour le Canada, pour qu'il soit efficace et soutenu, doit faire ces deux choses.

Les politiques climatiques partent de trois « E » : environnement, économie et énergie et un cadre stratégique intégré doit porter sur ces trois aspects. Les émissions attribuables à la production d'énergie comptent pour plus de 80 % de l'ensemble des émissions canadiennes de carbone. Les démarches d'atténuation visant à réduire les émissions exigent que nous changions la manière dont nous produisons et consommons l'énergie, et que nous mettions en œuvre de nouvelles technologies à faible taux de carbone afin de produire l'énergie dont a besoin l'économie pour fonctionner et s'épanouir. La richesse engendrée par l'énergie est aussi un important élément de la prospérité économique du Canada, des emplois canadiens et de notre niveau de vie. Il est important de songer à l'incidence des politiques climatiques, et nationales et internationales, sur notre économie d'énergétique. Il est tout aussi important de tenir compte de la nature régionale de cette économie dans l'ensemble du Canada.

Les solutions de base de politiques climatiques d'atténuation efficaces et à long terme pour le Canada résident dans l'établissement d'un prix pour le carbone et la création d'une stratégie nationale intégrée d'énergie durable. Un cadre intégré de politiques climatiques pour le Canada établira un lien entre le développement énergétique et la croissance économique assorti d'un plan réaliste et durable de réductions des émissions pour le pays dans son ensemble. Ceux-là vont de pair, puisqu'un cadre politique intelligent de politique de prix pour le carbone, conçu pour atteindre les cibles ambitieuses de réduction des GES favorisera le développement et le lancement d'une nouvelle énergie à faible émission de carbone nécessaire pour diminuer les émissions. Il changera les comportements d'investissement et les gestes des consommateurs en influant sur la valeur que nous accordons au carbone. Une refonte des systèmes énergétiques, à son tour, peut faire naître de nouvelles possibilités dans la manière dont l'industrie, les ménages et les collectivités utilisent et réutilisent l'énergie. Il peut offrir une plus grande place à l'énergie renouvelable dans notre portefeuille énergétique national.

UN PROGRAMME DE POLITIQUES CLIMATIQUES D'AVANT-GARDE POUR LE CANADA

En même temps, nous devons réfléchir plus directement aux implications environnementales et économiques de l'adaptation aux changements climatiques qui se manifestent déjà en raison des concentrations de CO₂ dans l'atmosphère actuellement. De nos écosystèmes à l'infrastructure, des politiques et mesures d'adaptation seront de plus en plus nécessaires pour protéger les gens, les espèces et les collectivités et pour nous aider tous à nous adapter et à devenir plus résilients.

Le Canada devrait adopter un cadre intégré de politiques climatiques à long terme fondé sur les deux éléments stratégiques fondamentaux suivants :

- a) Une stratégie nationale intégrée d'énergie durable qui relie de façon efficace et réaliste l'établissement d'un prix pour le carbone avec nos cibles de réduction des émissions de GES, favorise la R et D, l'innovation de même que le développement et le lancement de nouvelles technologies, et amène les Canadiens, en tant que consommateurs d'énergie, à contribuer à réduire les émissions et à mettre un frein aux changements climatiques.
- b) Une stratégie soutenue d'adaptation aux changements climatiques, reliée aux provinces et territoires, pour préparer fructueusement les Canadiens où ils vivent, et les entreprises où elles sont situées, à s'adapter aux changements climatiques irréversibles. Il sera important de commencer par une démarche visible dans le Nord, ce qui affiche une nette reconnaissance des effets actuels et prévus des changements climatiques qu'affronte particulièrement cette région.

PROCHAINE ÉTAPE 2— LA GOUVERNANCE

Les gouvernements du Canada doivent travailler de concert pour faire face aux changements climatiques. La gouvernance du climat n'a reçu que trop peu d'attention jusqu'à maintenant—tant au sein de l'administration fédérale qu'entre gouvernements—écartant l'élaboration de politiques efficaces et la mise en œuvre coordonnée des politiques. Si le Canada veut sécuriser son avenir dans ce domaine de politique publique hautement complexe et litigieux, il est essentiel que nous possédions des mécanismes efficaces d'élaboration de politiques au sein du gouvernement qui intègrent les enjeux énergétiques, économiques et environnementaux avec la recherche scientifique, et les mécanismes fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux qui favorisent une plus grande collaboration entre compétences, revêtent

UN PROGRAMME DE POLITIQUES CLIMATIQUES D'AVANT-GARDE POUR LE CANADA

une importance primordiale. Les compétences ayant des programmes exhaustifs de politiques climatiques d'avant-garde ont généralement eu recours à des mécanismes intégrés d'élaboration de politiques, généralement aux plus hauts niveaux, pour la formulation de pareilles possibilités d'action.

La nature régionale des émissions de GES et les enjeux liés à la compétitivité qu'engendrent les politiques nationales et internationales à long terme d'atténuation des changements climatiques et de prix pour le carbone font ressortir la difficulté des décisions que devra prendre un pays comme le Canada. Les obligations des compétences communes concernant les enjeux environnementaux représentent un défi complexe et un facteur compliqué que nous devons régler. Les mécanismes de gouvernance intergouvernementale élaborés de concert vont non seulement contribuer à formuler une politique plus efficace pour tous les Canadiens, mais ils apaiseront désormais certaines des tensions dans la fédération à l'avenir susceptibles d'être engendrées par cet enjeu complexe et mêlant.

L'industrie, en particulier, veut des garanties de la part des responsables des politiques. Une telle certitude de la politique est nécessaire afin de produire les investissements requis par l'industrie en vue d'élaborer des technologies à faible taux de carbone. Toutefois, l'avenir est incertain; nous ne savons pas comment évoluera la science; nous ne savons pas quelles décisions seront prises par nos partenaires commerciaux et nous ne savons pas ce qui deviendra possible grâce à la technologie. Des mécanismes de gouvernance bien conçus peuvent aider les gouvernements, l'industrie et d'autres à faire face aux incertitudes de l'avenir dans le cadre de règles clairement établies avec des réponses adaptées intégrées. Cela contribuera à faire en sorte que la politique climatique canadienne reste pertinente, focalisée et efficace.

De plus, les gouvernements doivent commencer à mettre un plus grand accent sur la surveillance et l'évaluation des instruments de politique climatique afin de pouvoir plus efficacement recenser des exemples de succès et les domaines où des améliorations s'imposent. La souplesse est fondamentale au moment d'élaborer des stratégies efficaces de gestion adaptative des politiques. Notre entendement des impacts des changements climatiques au Canada évolue constamment, et nos choix de politiques et modèles de gouvernance pour y faire face devraient évoluer dans la même mesure.

Le Canada a besoin de nouveaux mécanismes et processus de gouvernance qui intègrent mieux l'élaboration et la coordination des politiques climatiques entre compétences, et ce, afin de favoriser

UN PROGRAMME DE POLITIQUES CLIMATIQUES D'AVANT-GARDE POUR LE CANADA

une approche canadienne plus concertée et certaine à la mise en œuvre des politiques climatiques. Le Canada a besoin de meilleurs renseignements qui peuvent être communiqués plus efficacement de sorte que nous puissions améliorer les résultats, les progrès et l'efficacité. C'est une question de leadership pour les gouvernements, une question de certitude de l'investissement pour l'industrie et une question de résultats environnementaux pour les citoyens—tous tireraient parti d'une élaboration concertée des politiques.

PROCHAINE ÉTAPE 3— LES GENS

Les Canadiens doivent mieux prendre conscience des enjeux liés aux changements climatiques, et de s'engager plus directement dans la formulation de solutions aux changements climatiques. La nature du problème lui-même—à long terme et lointain—et le vocabulaire qui l'entoure souvent—effrayant et alarmiste—ont tous les deux compliqué pour les responsables des politiques la tâche d'atteindre et de soutenir un consensus politique durable pour des transformations. Cela doit changer, faute de quoi il n'y aura pas de changement.

Un effort soutenu pour atténuer les changements climatiques prévus exigera un effort tout aussi soutenu pour mobiliser les Canadiens. Nous devons éveiller notre conscience collective à ce problème. Premièrement, nous devons être au courant de nos responsabilités partagées afin de contribuer aux solutions climatiques; deuxièmement, nous devons être au courant des conséquences du manque d'action et des effets qu'il aura sur la détérioration à long terme de l'environnement du Canada et sur sa compétitivité économique. Et troisièmement, nous devons être au courant des mesures qu'il faut prendre pour réduire les émissions de carbone maintenant, ce que cette réduction signifiera pour l'économie, et comment nous pouvons tous y contribuer.

Il y a une dimension sociale aux changements climatiques qu'on commence seulement maintenant à saisir. Cela comprend, comme exemple de plus en plus visible, les implications culturelles des changements climatiques pour les collectivités nordiques du Canada. Nous devons comprendre que les impacts des changements climatiques ont des coûts sociaux réels; nous devons comprendre comment ils causent des dommages dans les localités et menacent des modes de vie entiers.

Tous les gouvernements du Canada devraient entreprendre des campagnes exhaustives de marketing social visant directement à

UN PROGRAMME DE POLITIQUES CLIMATIQUES D'AVANT-GARDE POUR LE CANADA

renseigner les Canadiens sur la nécessité de prendre des mesures à l'égard des changements climatiques. Pour être efficaces, ces campagnes devraient adopter de nouvelles méthodes d'engagement qui favorisent l'inclusion d'intérêts et de points de vue diversifiés. Le vocabulaire devrait être une préoccupation centrale de toute initiative de communication compte tenu de la complexité des enjeux traités et des degrés variables de préoccupation et de connaissance des Canadiens par rapport aux enjeux traités. Si nous devons mobiliser le soutien du public pour prendre des mesures envers les changements climatiques, nous devons choisir soigneusement les termes que nous utilisons.

CE QUE NOUS FERONS

Dans le cadre de son rôle de rassemblement, la TRNEE a pu capitaliser sur le Forum pour cerner les domaines prioritaires de sa recherche à venir. Le Forum a permis à la TRNEE de connaître les vues de ce groupe unique de Canadiens informés, dans l'optique des décisions que nous devons prendre relativement à notre propre programme « Le climat en perspective » dans chacun des trois domaines que sont les politiques, la gouvernance et les gens.

Les principaux domaines cernés qui sont ressortis à mesure des priorités de recherche sont comme suit.

- **Changements climatiques**—Leurs répercussions économiques et les mécanismes d'établissement de prix en vue de leur atténuation
- **Services écosystémiques**—L'établissement de la valeur de ces services et le coût des externalités qui ne sont actuellement pas prises en compte.
- **Énergie durable**—L'élaboration d'une stratégie nationale et d'instruments stratégiques nationaux permettant de la réaliser.
- **Développement et adaptation de l'Arctique**—Le développement durable des ressources du Nord et les politiques d'adaptation pour les collectivités locales

Le recensement de ces priorités a consolidé les programmes de politiques climatiques déjà en cours à la TRNEE—conception et mise en œuvre d'un instrument national de prix pour le carbone, qui englobe les aspects du développement énergétique durable, du développement et du lancement de technologies et de la gouvernance; et, adaptation de l'infrastructure du Nord en tant qu'étape importante

UN PROGRAMME DE POLITIQUES CLIMATIQUES D'AVANT-GARDE POUR LE CANADA

de la préparation du Nord à s'adapter aux impacts actuels et nouveaux des changements climatiques.

Les priorités qui sont ressorties du Forum ont aussi permis de valider deux nouveaux secteurs de programme que la TRNEE a maintenant confirmé compter entreprendre : les facteurs économiques liés aux changements climatiques et la durabilité de l'eau et des ressources naturelles. Dans le cadre de ces deux programmes, nous entreprendrons l'élaboration de politiques intégrées, tout en examinant les enjeux entre secteurs, compétences et instruments. Ils muniront les responsables des politiques et les experts du Canada de connaissances approfondies nouvelles et exhaustives sur la nécessité d'étudier et d'évaluer les changements climatiques en plus d'offrir des solutions stratégiques efficaces et à long terme.

Les risques et les opportunités économiques liés aux changements climatiques n'ont pas suffisamment été intégrés à la réflexion générale sur l'avenir de l'économie du Canada. Les impacts physiques des changements climatiques, comme l'élévation du niveau de la mer et la modification des régimes climatiques, comportent d'importantes conséquences économiques, tout comme la réaction aux changements climatiques par une politique mondiale à l'aide de nouvelles ententes internationales et de ce que cela représente de faire la transition des économies en un avenir à faible teneur en carbone. Ces deux facteurs auront de profondes implications sur l'économie canadienne au cours des prochaines décennies. Cependant, les analyses au Canada des facteurs économiques liés aux changements climatiques effectuées à ce jour se sont surtout concentrées sur le coût économique de la réduction des émissions; on en sait moins sur ces autres conséquences des changements climatiques.

Les gouvernements doivent tenir compte des impacts des changements climatiques non seulement sur notre environnement, mais aussi sur notre économie, et des réactions sur le plan des politiques qui sont requises pour réduire les risques économiques et maximiser les possibilités économiques au cours de cette transition. De cette façon, nous établirons un nouveau dialogue sur les politiques et une compréhension du public de ce que représentent, en fin de compte, les changements climatiques pour le Canada et de la façon dont nous pouvons sécuriser notre avenir économique dans un monde en plein changement climatique.

Nous entreprendrons un programme de deux ans afin d'améliorer notre compréhension des risques économiques et des possibilités économiques qui découlent des changements climatiques en raison

UN PROGRAMME DE POLITIQUES CLIMATIQUES D'AVANT-GARDE POUR LE CANADA

des répercussions physiques des changements climatiques sur notre environnement et d'une transition mondiale vers un faible taux d'émission de carbone. Par conséquent, notre programme tentera de a) souligner et de communiquer les risques économiques et les possibilités économiques découlant des changements climatiques et les efforts mondiaux déployés afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de manière à guider le dialogue sur les politiques et la compréhension du public de ce que représentent les changements climatiques sur notre avenir économique et b) de fournir des conseils stratégiques aux gouvernements du Canada sur la façon de réduire les risques économiques liés aux changements climatiques et de maximiser les possibilités économiques pour les travailleurs, les industries et les régions. Le programme de la TRNEE sera dynamique et interactif en faisant participer les intervenants et les citoyens et visera à produire de multiples rapports et des événements en prenant appui sur des activités principales telles que la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Copenhague et la réunion du G8t qui sera organisée par le Canada en 2010.

Eau et les secteurs des ressources naturelles du Canada On cernera les enjeux et les possibilités essentiels associés aux liens complexes entre l'eau, le développement des ressources naturelles et les changements climatiques. Cela catalysera la formulation et la mise en œuvre de nouvelles politiques et approches et de nouveaux mécanismes par lesquels l'eau peut être gérée afin d'assurer à la fois la santé et la durabilité économique des écosystèmes des secteurs de l'énergie, de la foresterie, de l'agriculture et de l'exploitation minière. Le programme comprendra les buts ci-après.

1. Établir le profil des modèles actuels et projetés de consommation de l'eau par les principaux secteurs des ressources naturelles du Canada et le rôle et la valeur de l'eau dans ces secteurs, ainsi que des enjeux connexes de la durabilité.
2. Examiner l'impact des changements climatiques sur la disponibilité et la distribution de l'eau et l'approvisionnement en eau partout au Canada et les répercussions projetées sur la durabilité des principaux secteurs des ressources naturelles du Canada.
3. Recommander des politiques nouvelles et/ou adaptées, des approches et des mécanismes novateurs pour assurer la gestion durable de l'eau. Nous formulerons des recommandations au gouvernement et aux secteurs des ressources naturelles.

SOMMAIRE DU FORUM

« Il faut que tous les niveaux de gouvernement travaillent ensemble et il faut éviter que les débats deviennent partisans et divisifs. »

Gisèle Quenneville, modératrice

Le président du Forum, Pierre Marc Johnson, a donné le ton de la journée en mentionnant que « Les conséquences des changements climatiques sont désormais assez bien cernées, sur le plan de leurs répercussions sur les écosystèmes et les modes de subsistance dans certains cas, et des perturbations qu'ils peuvent provoquer dans diverses régions du globe. » Il a souligné que la définition que nous donnons au problème devient fondamentale. Le thème de la « sécurité » en témoigne. Il entend surtout la garantie de l'avenir tandis que nous examinons les écosystèmes, l'énergie et l'Arctique, dans un contexte qui s'intéresse non seulement aux enjeux dans la mesure où ils traitent des changements climatiques, mais aussi aux enjeux et approches stratégiques qui pourraient relier les trois thèmes.

TABLE RONDE N^o 1 : SÉCURISER LES ÉCOSYSTÈMES DU CANADA

Q. *Quels sont les plus importants enjeux de la politique publique pour assurer la sécurité des écosystèmes du Canada en regard des changements climatiques?*

Mel Cappe a été le premier auteur commentateur à discuter des éléments importants de la sécurité des écosystèmes dans la politique climatique du Canada. Il a affirmé que « les changements climatiques constituent l'un de ces enjeux horizontaux que l'on retrouve dans la gamme complète des politiques économiques, sociales, culturelles et étrangères ». Il est impératif que nous abattions les cloisons pour que les ministères puissent travailler de concert et s'assurer que les politiques partisans ne prennent pas le dessus dans le débat. La recherche et les faits ont tous les deux un rôle déterminant dans la détermination de la marche à suivre en matière de changements climatiques et de sécurité.

En réponse à la première question, les participants ont aussi souligné l'importance de l'engagement du public et de sa compréhension des questions liées aux changements climatiques à petite échelle. Plusieurs personnes ont exprimé l'avis que l'emploi du terme « sécurité » pour faire comprendre la nécessité de la protection des écosystèmes



SOMMAIRE DU FORUM

« Les termes que nous utilisons et les propos que nous tenons, ainsi que les propos que nous ne remettons pas en question, constituent la barrière. »

David Chernushenko,
propriétaire, Green & Gold Inc.,
et Vice-président de la TRNEE

« Si nous n'avons pas de vision collective, si nous n'intégrons pas les ressources faisant autorité dont nous disposons de telle sorte à travailler vers l'atteinte d'un objectif commun, nous travaillerons en vain pendant longtemps. »

Bill Borland, président, conseil
d'administration, Réseau
canadien de l'eau, et ancien
membre de la TRNEE

est abstrait, voire obscur. Ils estimaient que ce terme ne serait pas facilement compris par les responsables des politiques ou le public, et que ce serait une erreur que de remplacer un concept abstrait par un autre puisque les écosystèmes représentent déjà un concept abstrait pour certains. D'un autre côté, au moins un participant estimait que le fait de relier la sécurité aux écosystèmes peut être efficace, particulièrement dans un contexte international.

Les stratégies de communication sont essentielles pour amener les cadres d'élaboration des politiques et les cadres décisionnels jusque dans les salles de conseils d'administration et les Cabinets du Canada. Particulièrement dans le climat actuel de crise économique et de ralentissement financier, les approches en matière de conservation de l'environnement doivent être mûrement réfléchies pour qu'elles restent pertinentes. Une approche intégrée partant de la base peut être efficace, et l'accent sur les débouchés économiques qu'engendrent les changements climatiques peut servir à communiquer les enjeux. Des programmes micromodulaires qui sont facilement compris peuvent aussi servir à accroître l'entendement de ces questions.

Avrim Lazar a fait remarquer que « le plus grand impératif des politiques est lié à la manière de créer la richesse, de créer le bien-être, sans créer de gaz à effet de serre ». Les Canadiens doivent cesser d'associer le bien-être humain à la consommation de ressources, et la consommation devrait devenir aussi circulaire qu'il se peut, au lieu de jetable. Ce sera un défi particulier en une époque de récession.

La rapidité des solutions est aussi un facteur important et l'établissement des priorités des enjeux devrait être appliqué dans un cadre de politique climatique. Il faut prendre un engagement à l'égard des groupes et des régions sur qui les changements climatiques font peser un risque immédiat, y compris les Premières nations et les Inuits qui vivent actuellement selon des conditions vulnérables.

Q. *Quels obstacles et défis entravent la résolution de ces enjeux?*

Roger Gibbins a entamé la discussion sur les obstacles et les défis qui touchent les politiques publiques en ce qui a trait aux écosystèmes. Rappelant une observation, plus tôt, de Bob Page, selon laquelle nous avons atteint une nouvelle frontière, il a fait remarquer que les nouvelles frontières n'étaient pas facilement franchies. La question des changements climatiques semble non seulement avoir glissé en fin de liste du programme politique, mais elle semble ne plus en faire du

SOMMAIRE DU FORUM

« Une vision nationale qui repose sur la reconnaissance du fait que nous avons un patrimoine collectif au Canada et que nous partageons une responsabilité collective quant aux ressources naturelles. »

Merrell-Ann Phare, chef de la direction et conseillère juridique, Centre autochtone de ressources environnementales

tout partie. Par conséquent, la question au cœur de tout cela devient « Existe-t-il un vocabulaire qui sache mieux atteindre les Canadiens et les dirigeants politiques? »

La nécessité d'un leadership a aussi été soulevée, en faisant la distinction entre le leadership et le niveau régional. M. Gibbins est d'avis qu'un leadership national est logique sur le plan de l'atténuation des changements climatiques, tandis qu'un leadership régional et local est logique en ce qui concerne les politiques d'adaptation au climat.

D'autres obstacles qui ont été mentionnés comprenaient le manque d'entendement et le scepticisme du public relativement à l'efficacité des politiques promises; le fait que les changements climatiques constituent un problème mondial et, partant, difficile à traduire à l'échelon national; l'incapacité ou le manque de volonté des experts en politiques pour formuler les messages de telle sorte qu'ils soient politiquement communicables; et le manque de terminologie permettant de communiquer efficacement le défi. La notion de croissance constante, dont témoigne un produit intérieur brut (PIB) en hausse constante, comme préalable à notre vision d'un Canada durable a été remise en question. Au Canada, l'obstacle pour contrer cette notion vient du fait que les ressources sont considérées comme le bien de la province, donc il n'y a pas de sentiment de responsabilité collective quand vient le moment de décider comment ces ressources seront utilisées du début à la fin.

Un long débat s'est déroulé sur les enjeux touchant de multiples compétences. Michael Harcourt a souligné que le plus grand obstacle pour le Canada « est que nous n'avons aucun moyen d'établir un lien entre le gouvernement national cloisonné, qui peut imprimer une certaine orientation, et les provinces jalouses qui ont autorité sur leurs créatures appelées les municipalités, d'une manière qui ferait que tout le monde appliquerait la même stratégie de durabilité et qui nous munirait d'une politique d'adaptation et d'atténuation sur 20 ou 30 ans visant à réduire la consommation sans rien perdre de la qualité de vie ».

Pour ce qui est de réfléchir au sujet de l'enjeu dans un contexte international, il y a une dissociation perçue entre l'ampleur du problème et l'envergure nécessaire de la solution. Les Canadiens doivent cesser de penser au tort que fait la mondialisation à l'économie et commencer à comprendre le bien que fait la mondialisation à l'économie verte.

SOMMAIRE DU
FORUM**Q.** *Quelles sont certaines des solutions possibles pour surmonter les obstacles et les défis cernés?*

Preston Manning a amorcé la discussion sur les solutions en déclarant que l'établissement d'un cadre intégrateur fait partie de la solution, qui incorpore les règlements axés sur les écosystèmes. En ce qui concerne le facteur linguistique, il a fait remarquer que « l'incapacité ou le manque de volonté des experts en politiques et des responsables des politiques pour formuler les messages de telle sorte qu'ils soient politiquement communicables » constitue un obstacle, et il a souligné l'importance de créer un vocabulaire transpartisan ou multipartisan.

Le modèle de la TRNEE lui-même a été cité comme partie de la solution, compte tenu de sa capacité de tenir des débats qui tentent de trouver un moyen d'aller de l'avant plutôt que d'aboutir à des courants d'idées divisés. On a néanmoins fait remarquer que la TRNEE devrait tenter d'améliorer sa communication de ces débats pour qu'ils atteignent un plus grand public.

D'aucuns pensaient que la communication avec le public n'est pas un grand problème puisque le public a déjà compris. Cette crise économique pourrait être une occasion d'étudier ces questions sous l'angle économique. Les solutions doivent créer des liens entre les scientifiques et les responsables des décisions, et une vision nationale tenant compte de la compétitivité de l'industrie et intégrant différents ordres de gouvernement (particulièrement les administrations municipales) doit être formulée pour gérer les écosystèmes. Plusieurs personnes ont insisté sur l'eau comme une ressource importante, de grande portée et tangible qu'il faudrait considérer prioritaire pour les responsables des politiques.

SOMMAIRE DU FORUM

« Je crois que nous devons tous reconnaître que le niveau d'éveil, le niveau de conscience des citoyens canadiens est assez élevé en ce qui concerne le domaine des changements climatiques. Par contre, lorsqu'il s'agit de connaissances, comment appliquer, comment opérationnaliser cette notion de changement climatique, il y a encore beaucoup de travail à faire. »

Hélène Lauzon, présidente,
Conseil patronal de
l'environnement du Québec

SÉANCE DE QUESTIONS ET RÉPONSES DU PUBLIC— PRINCIPAUX ÉLÉMENTS SOULEVÉS

R. *La notion d'« équité » est absente de la discussion; bien des gens ne se préoccupent pas tant de la taille de l'économie que de la part qu'ils en ont.*

R. *Il manque d'un sentiment d'urgence.*

R. *Le Canada doit faire des changements fondamentaux dans la manière dont fonctionne son économie.*

R. *Le changement ne survient pas sans exemples qui peuvent être suivis, et ceux-ci manquent.*

R. *L'accélération de la rotation du stock de capital pour concrétiser les processus industriels verts est un enjeu fondamental. Un autre est l'incidence anticipée du régime commercial mondial au fil des progrès de ce dossier.*

R. *La coopération internationale est un élément essentiel de toute décision prise au Canada puisque les écosystèmes ne reconnaissent pas les frontières.*

R. *Les institutions et les politiques fédérales et provinciales, et même les villes, n'ont pas été axées sur les solutions. Nous devons nous poser la question suivante : « Quelles sont les solutions institutionnelles qui donneraient réellement du mordant à cette question? »*

R. *L'emploi du terme « sécurité » peut être essentiel pour susciter le sentiment d'urgence au niveau des gouvernements.*

SOMMAIRE DU FORUM

En réponse à la dernière question au sujet de la plus grande priorité que les responsables des politiques canadiens doivent résoudre au moyen des politiques climatiques futures pour assurer la sécurité de nos écosystèmes, les participants à la table ronde ont fait les commentaires suivants sur la nature de cette priorité à leurs yeux.

- Des mesures individuelles.
- Suivi assuré de stratégies de transition urbaine sur 20 à 30 ans avec un sentiment d'urgence (p. ex. CitiesPLUS).
- Formulation d'une vision nationale claire de l'avenir que le Canada s'efforce de créer, fondée sur les limites des écosystèmes.
- Transmission de cadres décisionnels intégrés aux conseils d'administration et Cabinets.
- Engagement d'un plus grand nombre de jeunes.
- Création d'un document d'accord mondial sur la durabilité des Grands lacs qui rétablira l'économie, la rendant plus propre et plus équitable.
- Promotion d'un accord commercial mondial qui protégera l'environnement et préviendra l'anarchie.
- Fin des atermoiements, passage à l'acte.
- Utilisation du leadership politique pour le concrétiser.
- Stimulation de l'économie pour accélérer la transition du Canada vers une infrastructure industrielle à faible impact. Sensibilisation des Américains à la sécurité d'énergétique et environnementale, et rappel que la clé de la coopération internationale est l'équité.
- Création de cinq projets nationaux de démonstration pour illustrer la manière dont l'économie verte peut contribuer à conserver les écosystèmes menacés du Canada.
- Formulation d'une stratégie énergétique nationale.
- Exploitation des éléments présentant un potentiel de consensus entre les parties tels que la nécessité d'établir un prix pour le carbone, la nécessité de protéger les paysages reliés à grande échelle, comme la forêt boréale et la nécessité d'une stratégie nationale sur l'énergie renouvelable.

SOMMAIRE DU
FORUMTABLE RONDE N^o 2 :
SÉCURISER L'ÉCONOMIE
D'ÉNERGÉTIQUE DU CANADA

« Bien que les défis auxquels nous sommes confrontés soient de taille, ces défis nous donnent aussi de nouvelles possibilités, et c'est à nous de les saisir. Toutefois, nous devons les saisir sans tarder et agir immédiatement. »

Bernard Lord, modérateur

« Je crois que le plus grand défi pour nous est de trouver un moyen de définir ce que va être le rôle du Canada dans le monde relativement au programme d'action climatique déjà en place. »

Angus Bruneau, Ph.D.,
administrateur de société,
St. John's (Terre-Neuve-et-
Labrador), et membre de la
TRNEE

Q. *Quels sont les plus importants enjeux de la politique publique pour sécuriser l'économie d'énergétique du Canada en regard des changements climatiques?*

Steve Williams a entamé la discussion sur les plus importants enjeux dont doivent traiter les responsables des politiques canadiens pour intégrer la place de l'énergie dans le futur programme de politiques climatiques du pays. Comme les participants de la première séance, il a fait remarquer l'absence d'une vision ou d'une stratégie nationale exhaustive en matière énergétique. Il estimait que cette stratégie énergétique nationale est nécessaire de toute urgence et qu'« elle devrait être claire, elle devrait porter sur les enjeux à court, à moyen et à long terme et elle doit être intégrée ». Il est nécessaire de traduire des sujets complexes en un message qui soit lié aux modèles individuels de consommation.

Certains participants ont convenu de cette nécessité et ont ajouté que la stratégie devrait s'inscrire dans le contexte de la compétitivité et devrait être appréciable, réalisable et optimiste. D'après M. Stern, trois composantes doivent être présentes : un prix clair pour le carbone sur le marché, la stimulation de l'innovation et des nouvelles technologies, et l'engagement et le changement de comportement du public. Il faut disposer de données claires et à jour lors de la communication avec le public. Des règles du jeu équitables et la clarté s'imposent, et la stratégie devrait comprendre un solide cadre stratégique. Une question doit être posée pour laquelle existe une réponse, et un nombre précis de priorités doivent être clairement définies. Quand la portée d'un enjeu est trop large, rien ne se passe.

L'attention des participants a été attirée sur le fait que des sous-produits matériels des processus énergétiques sont source de préoccupations dans le contexte des changements climatiques. Les investissements dans les technologies et la création d'un capital intellectuel contribueront à créer des choix permettant de composer avec ces sous-produits. Andrew Coyne a insisté sur le fait que nous devons avoir le prix exact. Il a souligné que « les subventions socialisent le coût et les systèmes de réglementaires dissimulent le coût. Ce sont des façons d'éviter la question qui consiste à mettre les personnes au courant du prix lorsque ces dernières prennent des décisions quotidiennes ».

SOMMAIRE DU FORUM

« Il s'agit de placer le programme sur les changements climatiques dans le cadre de la compétitivité et de comprendre la façon dont l'établissement de dialogues, la mise à profit et la mise à niveau des technologies, l'établissement d'un prix pour le carbone et la prise de toutes les mesures dont nous avons parlé renforcent la capacité du Canada de livrer concurrence à l'échelle mondiale. »

Elyse Allan, présidente-directrice générale, GE Canada

En ce qui concerne l'élaboration d'une stratégie énergétique nationale, Duncan Hawthorne a soulevé le fait, au sujet de la création d'une stratégie énergétique nationale, que « nous n'allons pas faire notre chemin à coup de règlements. Nous devons véritablement nous engager, nous devons convaincre. Les gens doivent voir en cela quelque chose où ils ont un rôle à jouer. » D'autres participants ont fait remarquer que le Canada doit réorienter ses ressources sur les plans des investissements financiers et des marchés et accroître l'investissement dans les technologies propres. La conservation doit être un pilier central de la politique publique et aller de pair avec l'innovation. L'efficacité n'est pas la réponse puisque souvent, quand l'efficacité augmente, l'utilisation générale en fait autant.

Q. *Quels obstacles et défis entravent la résolution de ces enjeux?*

Peter Robinson a été appelé à traiter de la question des obstacles et des défis. Il a déclaré qu'« il nous faut une nouvelle façon de le dire, une nouvelle façon, semblable à une approche de marketing social pour faire comprendre aux gens qu'il y a des conséquences, que ce n'est pas qu'une question de coûts, mais qu'il y a des avantages à réaliser ». En réponse aux observations de M. Robinson, on a fait remarquer qu'il nous faut attribuer un prix au carbone aussi rapidement et simplement que faire se peut, mais que les coûts de toute l'énergie doivent être établis correctement.

Un obstacle cité est le fait que le Canada fait un piètre travail quand il s'agit de convertir la propriété intellectuelle en technologies prêtes à commercialiser et rentables, et qu'il n'investit pas suffisamment dans la R et D. Les intérêts directs des régions canadiennes forment un autre obstacle à l'élaboration d'une stratégie nationale. À l'instar de la séance sur les écosystèmes, le vocabulaire et le manque de compréhension des enjeux de la part du public ont été signalés comme constituant des obstacles.

Au Royaume-Uni, l'apparition d'un nouveau dialogue entre le public et le gouvernement « je le ferai si vous le faites » contribue à surmonter les obstacles liés au fait que l'un attend que l'autre agisse pour faire quelque chose. Un participant a fait remarquer que bien que l'idée lui plaise, il n'en reste pas moins que l'une des parties devra faire le premier pas.

On a obtenu un consensus quant à la nécessité d'une politique qui établit le prix du carbone, bien qu'un débat ait été soulevé sur les

SOMMAIRE DU FORUM

« Avant que nous puissions définir avec certitude et précision le prix [pour le carbone] à long terme, je ne crois pas que nous pourrions constater des changements de comportement chez les consommateurs et dans l'industrie. »

Marlo Reynolds, Ph. D.,
directeur général, Pembina
Institute

« Le Canada n'occupe pas la place que nous souhaiterions dans les marchés pour ce qui est des technologies propres et des investissements. »

Vicky Sharpe, présidente-
directrice générale,
Technologies du développement
durable Canada

limites à fixer au prix et comment il devrait être perçu. On a fait remarquer que le marché n'est pas prêt; toutefois, des changements de comportement sont peu probables tant qu'un prix ne sera pas imposé. L'obstacle de l'hypocrisie du public a été mentionné comme un important obstacle en raison du fait que le public veut que quelque chose soit fait, mais n'est pas prêt à payer pour que ce soit fait. Cette hypocrisie entrave les décisions politiques.

Q. *Quelles sont certaines des solutions possibles pour surmonter les obstacles et les défis cernés?*

David Keith a jeté les bases de la discussion sur la façon de surmonter les obstacles et les défis relevés. Il est d'accord sur le fait que le rôle du gouvernement est de fixer un prix au carbone et de se retirer par la suite. « Le Canada a besoin de meilleures méthodes pour transmettre les conseils scientifiques et techniques de grande qualité aux responsables des politiques. » Il était d'accord avec un commentaire fait lors de la première séance selon lequel malgré le fait que la TRNEE ait joué un rôle déterminant en réunissant des groupes pour transmettre de l'information pertinente, elle n'a pas su efficacement atteindre les responsables des décisions de manière systématique.

Il faut faire la distinction entre les politiques et les programmes publics. Le Canada n'a pas tant besoin de présenter des programmes que d'avoir des politiques focalisées. Bien que des critiques aient été exprimées à l'égard du gouvernement canadien pour son manque de leadership politique, certains participants ont répondu en faisant remarquer que les gens comme ceux qui étaient alors réunis dans le cadre du Forum doivent commencer à prendre en main les enjeux. Le gouvernement doit commencer à parler de choc et de honte par rapport à l'énergie et aux changements climatiques, et ce, afin de susciter un sentiment d'urgence et de reconnaissance de la crise. En même temps, il faut créer un dialogue sur les possibilités, un dialogue qui comprend les sources d'emploi et de capital. Cependant, les chefs d'entreprises n'ont pas à attendre les politiques pour tirer parti de ces possibilités.

SOMMAIRE DU FORUM

SÉANCE DE QUESTIONS ET RÉPONSES DU PUBLIC— PRINCIPAUX ÉLÉMENTS SOULEVÉS

- R.** *Il y a déséquilibre, au Canada, entre ce qui est écologiquement et économiquement possible; nous devons avoir plus de discussion sur la manière de rendre les étapes nécessaires politiquement possibles.*
- R.** *Le premier impératif est d'établir un prix juste pour le carbone, mais la réglementation a tout de même un rôle à jouer.*
- R.** *Nous devons nous demander ceci : comment les Canadiens peuvent-ils « s'assurer que la gouvernance est assez solide et jouit d'un soutien politique suffisant afin de prendre les décisions difficiles qu'il faut prendre pour progresser? »*
- R.** *Il faut discuter plus longuement des débouchés économiques découlant des changements climatiques pour le secteur énergétique.*
- R.** *Il faut exploiter le régime de marché pour lutter contre les changements climatiques, et l'établissement d'un prix pour le carbone, l'innovation et la réglementation sont tous des éléments de la solution.*
- R.** *Le Canada doit diriger le secteur de l'innovation et doit éviter les discussions sur les compromis puisque le problème nécessite plusieurs solutions.*

SOMMAIRE DU FORUM

En réponse à la dernière question au sujet de la plus grande priorité que les responsables des politiques canadiens doivent résoudre au moyen des politiques climatiques futures pour assurer la sécurité de notre économie d'énergétique, les participants à la table ronde ont décrit leurs priorités de la façon qui suit.

- Compétitivité—en stimulant la conservation, en exploitant et habilitant la technologie et en établissant un prix pour le carbone.
- Établissez le prix pour le carbone—tout de suite.
- Il faut de la clarté au sujet de l'envergure et de la rapidité de la transformation, et des possibilités.
- Créer un portefeuille de politiques pour aider le public à s'ajuster à un prix pour le carbone.
- Supprimer les subventions actuelles et éviter d'en ajouter de nouvelles.
- Créer une vision nationale englobant les conséquences des actions relativement à l'énergie, à l'environnement et à l'économie.
- Remonter la chaîne de valeur en R et D sur les technologies durables et faire la promotion de l'économie verte.
- Focaliser sur les collectivités pour les économies d'énergie.
- Les hommes et femmes politiques ont besoin de données réelles et de faire preuve de leadership et d'esprit de décision.

SOMMAIRE DU
FORUMTABLE RONDE N^o 3 :
SÉCURISER L'ENVIRONNEMENT
ARCTIQUE DU CANADA

« [Nous devons] nous assurer que notre savoir est à l'avant-garde... [nous devons] combiner les connaissances scientifiques et traditionnelles des gens qui ont déjà été dans le Nord. »

Jodi White, modératrice

« Dans l'Arctique, je crois que notre préoccupation la plus pressante actuellement est notre politique interne sur l'Arctique et nos priorités à cet égard, y compris les résidents de la région avant tout. »

Bob Page, Ph. D., professeur en gestion et durabilité de l'environnement de la chaire TransAlta, Energy and Environmental Systems Group de l'Institute for Sustainable Energy, Environment and Economy's Energy and Environmental Systems Group, University of Calgary, et président de la TRNEE

Q. *Quels sont les plus importants enjeux des politiques publiques visant à assurer la sécurité de l'environnement de l'Arctique du Canada en regard des changements climatiques?*

Thomas Homer-Dixon a lancé la discussion en déclarant que la question des conséquences des changements climatiques pour l'Arctique a été mal interprétée dans les débats sur les politiques publiques. Il a ajouté que « l'accent quasi exclusif sur l'intégrité territoriale, sur l'extraction des ressources dans le bassin de l'Arctique à la suite de la fonte de la glace marine, sur le transport éventuel par le Passage du Nord-ouest et du Nord-est, et sur l'équilibre du pouvoir entre les pays dans la région fait fausse route et ... à certains égards, est bizarre ». Les véritables préoccupations et risques en matière de sécurité de l'Arctique émanent de l'extérieur de la région. Les changements climatiques pourraient transformer le cercle arctique d'une surface hautement réfléchive en une surface absorptive, ce qui entend la production d'aliments dans certaines des régions les plus peuplées du globe. Le point de mire actuel sur les enjeux centrés sur l'État détourne l'attention des problèmes systémiques. Un vaste processus éducatif s'impose, et des initiatives d'orientation sont impératives.

D'autres ont souligné la nécessité de la participation des Inuits et d'un cadre d'élaboration de politiques partant de la base. Un solide programme scientifique de l'Arctique est aussi nécessaire, et le plus grand défi pour le Canada vient de la nécessité de créer un programme d'observation et de gestion ainsi qu'un large éventail d'outils qui ne sont pas actuellement utilisés, comme la génomique polaire.

Le réchauffement des températures en Arctique est un problème international, et non pas uniquement national. Le Canada devrait prendre un rôle de leadership relativement à ce problème. Ce qui arrive en Arctique est un événement non linéaire et le Canada a l'obligation de prôner des politiques décisives. L'un des plus grands défis consistera à amener les pays de l'Arctique à collaborer. Le cadre réglementaire actuel est faible et le Canada manque d'institutions capables de s'attaquer aux défis stratégiques du Nord, dont le transport maritime, la compétition pour les ressources, le territoire chevauchant et les revendications politiques. Par exemple, le Canada est le seul pays

SOMMAIRE DU FORUM

« Un grand défi pour les décideurs en matière de politiques—et c'est le même défi pour nous dans le Nord—c'est que le Canada n'élargit pas sa vision... au-delà de la mentalité du sud du Canada et c'est un problème de taille pour nous qui souhaitons convaincre le reste du Canada que les changements climatiques sont un grave problème pour nous tout comme il l'est pour les décideurs. »

Violet Ford, membre du Conseil exécutif et vice-présidente des Affaires internationales, Conseil circumpolaire inuit

du cercle polaire qui n'ait pas d'université polaire. Cette question va bien au-delà des changements climatiques—bien que les changements climatiques centralisent l'attention—et les situations géopolitiques transforment la nature même de l'Arctique. Le Canada a besoin de capacités multilatérales et de capacités unilatérales.

Q. *Quels obstacles et défis entravent la résolution de ces enjeux?*

David Runnalls a fait observer que le premier obstacle possible à la résolution de ces problèmes est « notre incapacité de comprendre la science, de saisir l'énormité du problème et, par conséquent, l'incapacité de la plupart d'entre nous de reconnaître que c'est là un problème mondial et non pas seulement un problème du Nord ». Le Canada est faible sur le plan scientifique, sur le plan de sa capacité universitaire, sur le plan de sa capacité de prendre et d'appliquer des règlements en matière environnementale, et sur le plan de son pouvoir militaire dans la région, et tout cela constitue de sérieux obstacles à ce qui doit être fait.

Un autre important obstacle relevé est le fait que le Canada ne porte pas sa vision au-delà de la mentalité du sud. L'avis du peuple Inuit est donc limité lors de l'élaboration de politiques. Les médias mettent l'accent sur une course pour l'Arctique, ce qui détourne les responsables des politiques du fait fondamental que ces problèmes ne seront pas résolus en Arctique parce que ce n'est pas là qu'ils prennent source. Le haut-commissaire du Royaume-Uni, Anthony Cary, a fait remarquer que « le plus grand obstacle à l'élaboration de politiques dans ce pays a été la mesure dans laquelle le débat a été polarisé sur ces questions ». Il a ajouté que le gouvernement a pensé que sa tâche consistait à trouver un équilibre entre la prospérité économique et la responsabilité environnementale, ce qui n'est pas une perspective appropriée de cet enjeu. Il ne s'agit pas de trouver cet équilibre mythique, mais de trouver un modèle tout à fait différent qui présente des possibilités pour les entreprises.

D'autres ont fait ressortir des défis qui comprenaient la nécessité de traduire le savoir en programmes et politiques qui transforment la science en solutions. Les solutions nécessitent un financement à long terme et durable, qui a manqué dans le passé. Les liens entre le Nord et le Sud restent un obstacle. Sur le plan de la sécurité militaire, le Canada manque la capacité de réagir aux urgences sur son propre territoire, tant par voie aérienne que maritime. Être un gouvernement responsable entend qu'il faut avoir les capacités nécessaires pour protéger la population et l'espace dans le Nord.

SOMMAIRE DU FORUM

« Les problèmes que posent les changements climatiques dans l'Arctique ne vont pas être résolus dans l'Arctique. Le problème ne provient pas de l'Arctique, il provient d'ailleurs, et il devra être résolu ailleurs, non pas dans l'Arctique ».

Terry Breese, chef-adjoint de mission, Ambassade des États-Unis d'Amérique à Ottawa

Q. *Quelles sont certaines des solutions possibles pour surmonter les obstacles et les défis cernés?*

Ian Church a présenté cinq domaines prioritaires de solutions pour faire face aux changements climatiques en Arctique : la protection des écosystèmes, du paysage et de la population; la reconnaissance que l'environnement changera très rapidement et que nous devons nous adapter; la reconnaissance que notre savoir est limité; le renforcement de la capacité d'informer et de faire participer les habitants du Nord; et, en dernier lieu, la constitution de systèmes de gouvernance efficaces. Il a déclaré que « nous ne saisissons pas que nous pouvons beaucoup apprendre sur ce qui catalyse nos systèmes en nous engageant nous aussi, et en prenant conscience ce qui se passe dans l'hémisphère sud et en le comprenant ».

Le Canada a besoin d'une orientation stratégique nette pour ses politiques sur l'Arctique et la capacité d'accueillir la science et la technologie de la manière la plus appropriée. Il y avait auparavant un ambassadeur canadien pour les événements circumpolaires, un rôle qui pourrait être rétabli. En tant que pays, nous devons commencer à diffuser le message affirmant que notre souveraineté n'est pas mise en doute. Il sera important de veiller à ce que l'administration Obama ratifie la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Terry Breese, de l'ambassade des États-Unis, a déclaré que cette ratification se fera très probablement dans le cadre d'une mise à jour de la stratégie sur l'Arctique que doit présenter le gouvernement américain.

SOMMAIRE DU
FORUM

« Si nous n'avons pas le Canada à la table, participant de façon active dans une position de leadership sur une perspective scientifique et de recherche, qu'en fait, le niveau de compréhension des gens relativement aux questions liées au changement climatique sera entravé ».

Elizabeth Dowdeswell

SÉANCE DE QUESTIONS ET
RÉPONSES DU PUBLIC—
PRINCIPAUX ÉLÉMENTS
SOULEVÉS

- R.** *Le Canada subit déjà des impacts irréversibles des changements climatiques. L'adaptation n'est donc plus une possibilité mais un impératif en matière de politique. Il faut y faire face en partant de la base.*
- R.** *Nous parlons de leadership, mais nous ne savons pas qui devrait diriger ni par où commencer; nous devons agir horizontalement. Les futurs cadres stratégiques devront englober une stratégie de gestion du risque pour analyser où nous sommes de façon à pouvoir réorienter la marche à suivre.*
- R.** *Une grande menace pour la sécurité du Canada, actuellement, vient du fait que nous avons à faire avec un écosystème fermé et fragile sur l'activité économique duquel il a très peu d'influence ou de contrôle. Nous devons nous demander ceci : « Comment le Canada peut-il améliorer ses mécanismes institutionnels pour gagner ce contrôle? Comment le Canada peut-il y faire participer les autres pays et non pas seulement les cinq pays de l'Arctique? »*
- R.** *Il faut gérer les impacts environnementaux cumulatifs et les interrelations entre le pétrole et le gaz, les gaz à effet de serre et d'autres enjeux.*
- R.** *La complexité des enjeux nécessite de nouveaux types de structures de gouvernance mondiales pour gérer les problèmes systémiques. Le temps est aussi venu de formuler un traité régional permettant de composer avec le tourisme, le transport maritime, les interventions d'urgence et le développement des ressources. Les débouchés économiques pour les populations du Nord devraient être mis en valeur, et ils devraient faire partie intégrante du modèle de gouvernance.*

SOMMAIRE DU FORUM

En réponse à la dernière question au sujet de la plus grande priorité que les responsables des politiques canadiens doivent résoudre au moyen des politiques climatiques futures en vue d'assurer la sécurité de notre environnement de l'Arctique, les participants à la table ronde ont décrit leurs priorités de la façon qui suit.

- Le Canada doit mettre de l'ordre dans ses propres affaires avant d'agir sur la scène internationale, et élaborer des politiques nationales qui tiennent compte des populations de l'Arctique.
- Le Canada doit être responsable, faire le ménage dans sa propre cour, puis appliquer une diplomatie constructive.
- Une stratégie de développement durable de l'Arctique doit être élaborée avec l'apport des populations de la région.
- Le soutien du Conseil de l'Arctique dans l'élaboration d'une convention internationale sur l'environnement.
- Commencer par l'établissement d'un prix pour le carbone.
- Incorporer les connaissances scientifiques et traditionnelles dans la stratégie de l'Arctique de façon à favoriser un développement économique qui sert les populations du Nord sans rien compromettre des normes environnementales.
- Le Canada a besoin d'instruments, de réflexions et de politiques.
- Accroître l'exposition des médias aux enjeux afin qu'ils les communiquent au public canadien.
- Renforcer les approches régionales en matière de gestion des enjeux de l'Arctique et prendre appui sur la Déclaration d'Ilulissat en concevant des normes communes pour le transport maritime, la coopération en matière environnementale et la gestion des ressources.
- Il faut travailler sur les diverses échelles temporelles et spatiales.
- Il faut mettre au programme les peuples indigènes et non seulement l'environnement.

IV
SONDAGE DU
PUBLIC PARTICIPANT

Les services d'Innovative Research Group Inc. ont été retenus pour effectuer un sondage auprès du public du Forum au sujet des thèmes de discussion. La première était une question ouverte, et les participants avaient le choix d'expliquer ce qui devrait être à leurs yeux la plus grande priorité du Canada pour assurer la sécurité de ses écosystèmes, de son économie d'énergie ou de son environnement de l'Arctique. Les résultats de cette question sont illustrés dans les graphiques de la présente section. Les trois questions suivantes étaient sous forme de choix multiples de réponses et comprenaient ce qui suit :

- Q1.** *Quel est le plus important obstacle qui empêche les responsables des politiques de régler ce problème? (en rapport avec la priorité choisie dans la première question)*
- Q2.** *Quel type de politique serait le plus approprié pour surmonter cet obstacle?*
- Q3.** *Quand il s'agit de préserver les écosystèmes, l'économie d'énergie et l'environnement de l'Arctique du Canada, quels sont à votre avis les domaines de recherche auxquels la TRNEE devrait donner la priorité?*

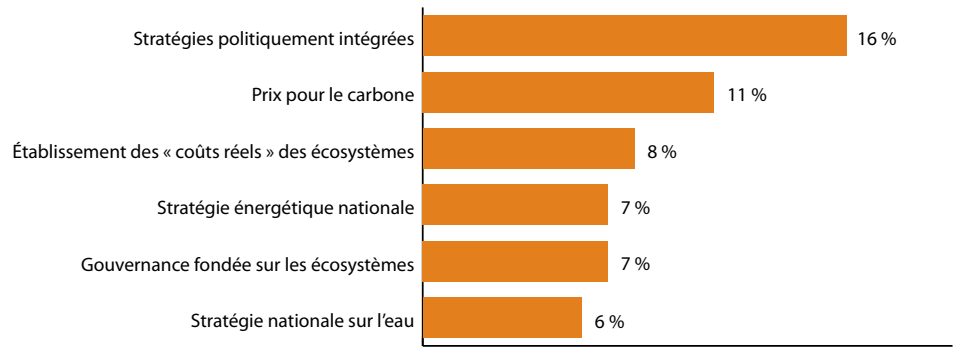
À la suite de chaque discussion en table ronde, les membres du public et les participants ont répondu aux questions en remplissant un document d'une page « numérisable ». Sur le nombre de participants, 103 ont répondu à la première série de questions, 115 à la deuxième et 83 à la dernière.

TABLE RONDE N° 1 :
LES ÉCOSYSTÈMES

Les résultats qui suivent sont en réponse à la question ouverte « Quelle devrait être, selon vous, la plus grande priorité du Canada pour assurer la sécurité de ses écosystèmes? » Bien que les totaux ne donnent pas 100 %, ils reflètent les réponses les plus populaires.

IV
SONDAGE DU
PUBLIC PARTICIPANT

Quelle devrait être, selon vous, la plus grande priorité du Canada pour assurer la sécurité de ses écosystèmes?



Pour ce qui est du plus grand obstacle qui empêche les responsables des politiques de résoudre ce problème, 62 % des répondants estimaient que c'était le manque de leadership du gouvernement. De plus, 22 % des répondants ont déclaré que le fait qu'il y a de multiples autorités compétentes entrave les progrès dans ce dossier.

Des répondants, 55 % estimaient que les signaux de prix dans l'ensemble du marché seraient le meilleur moyen de surmonter l'obstacle du manque de leadership du gouvernement.

Quand on leur a demandé à quel domaine de recherche la TRNEE devrait donner la priorité, 36 % des répondants ont dit que le travail sur les facteurs économiques des changements climatiques serait important. Des répondants, 30 % estimaient que la valorisation et la gouvernance des services écosystémiques devrait être la priorité, et 22 % trouvaient que la politique sur l'eau et les changements climatiques méritaient l'attention.

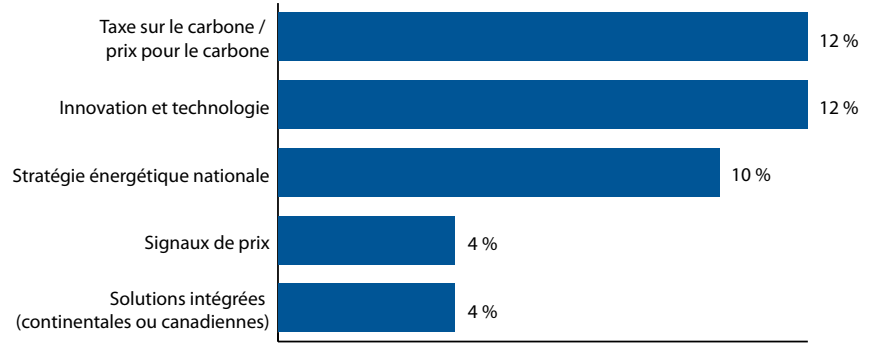
TABLE RONDE N° 2 : L'ÉCONOMIE D'ÉNERGÉTIQUE

Le graphique qui suit à la page suivante illustre les réponses reçues à la question ouverte « Quelle devrait être, selon vous, la plus grande priorité du Canada pour assurer la sécurité de son économie d'énergie? » Les énoncés ci-après traduisent les réponses les plus fréquentes.

Tout comme lors de la première séance en table ronde, 63 % des participants estimaient que le manque de leadership du gouvernement est le plus grand obstacle qui empêche les responsables des politiques de résoudre les enjeux prioritaires liés à la protection de l'économie d'énergie du Canada. Encore une fois, le fait qu'il y a de multiples autorités compétentes était en deuxième place des réponses, et a été choisi par 13 % des répondants.

IV
SONDAGE DU
PUBLIC PARTICIPANT

Quelle devrait être, selon vous, la plus grande priorité du Canada pour assurer la sécurité de son économie d'énergétique?



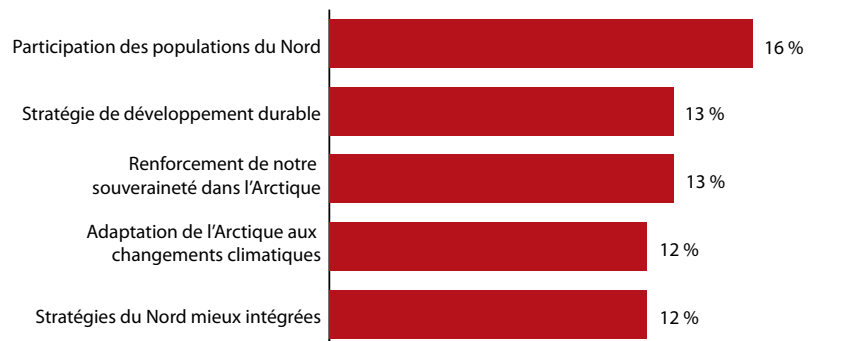
Le meilleur type de politique indiqué pour surmonter cet obstacle était les signaux de prix dans l'ensemble du marché, réponse qu'ont donnée pas moins de 76 % des répondants.

Des répondants, 56 % estimaient que la TRNEE devrait donner la priorité à l'élaboration d'une stratégie nationale sur l'énergie durable dans ses travaux futurs. Des autres, 16 % ont répondu que les solutions stratégiques d'ordre technologique seraient un domaine de recherche approprié et 15 % ont choisi l'analyse des politiques au niveau sectoriel comme domaine de travail de la TRNEE.

TABLE RONDE N° 3 :
L'ENVIRONNEMENT DE L'ARCTIQUE

En réponse à la question ouverte « Que devrait être, selon vous, la plus grande priorité du Canada pour assurer la sécurité de son environnement de l'Arctique », les cinq principales réponses étaient les suivantes :

Que devrait être, selon vous, la plus grande priorité du Canada pour assurer la sécurité de son environnement de l'Arctique?



IV
SONDAGE DU
PUBLIC PARTICIPANT

Une fois encore, quand on leur a demandé ce qui était le plus important obstacle qui empêche les responsables des politiques de résoudre les enjeux prioritaires, une majorité de 63 % des répondants étaient d'avis que c'était le manque de leadership du gouvernement. Le manque de ressources a figuré dans 12 % des réponses et le manque de l'acceptation par le public relativement à l'enjeu comptait pour 11 % des réponses.

Une nette majorité des participants a répondu à la question du type de politique qui saurait le mieux surmonter les obstacles lors des deux premières séances de table ronde. Cependant, le choix d'un type de politique pour protéger l'environnement de l'Arctique du Canada a paru moins évident, et 46 % des répondants ont choisi « Autre » dans le choix de possibilités d'action. Des répondants, 27 % estimaient que la réglementation et les normes seraient efficaces, et 20 % jugeaient que les signaux de prix dans l'ensemble du marché représentent un choix approprié.

Pour la dernière question au sujet des enjeux prioritaires pour la TRNEE, 39 % des répondants estimaient que la TRNEE devrait se concentrer sur l'adaptation aux changements climatiques dans le Nord et 25 % jugeaient que le plus important était le développement durable de l'Arctique.

ENGAGEMENT EN VUE D'AGIR

Certains éléments nécessaires du programme de politiques climatiques d'avant-garde du Canada sont clairement identifiés. D'autres exigeront encore des recherches. Notre compréhension collective des grands enjeux pour le programme futur de politiques climatiques du Canada varie largement, et il y a à faire pour accroître et échanger les connaissances dans tout le pays. Il faut une collaboration horizontale entre enjeux et entre ordres de gouvernement. Pour concrétiser, en tant que pays, toute vision nationale ou toute mesure soutenue relativement aux changements climatiques, le Canada a besoin d'une communication efficace conjuguée à divers ensembles de politiques.

En un mot, il faut des processus nouveaux et améliorés d'engagement pour créer des réseaux entre les groupes d'intervenants et pour obtenir l'acceptation et la participation éclairées de la population partout au pays. Les méthodes traditionnelles de consultation, souvent, n'abordent pas les enjeux en profondeur comme ils devraient l'être. La volonté de collaborer et d'apprendre les uns des autres améliorera le processus. Alors que nous nous efforçons de trouver de nouvelles façons de prendre des décisions et d'exploiter nos expériences, il est essentiel que nous soyons disposés à travailler avec les autres et à faire un apprentissage mutuel.

Le Forum a atteint son but en tant qu'outil innovateur d'engagement pour rassembler un large éventail d'intervenants dans l'optique de catalyser les enjeux et de présenter un tableau exhaustif de l'orientation que devraient prendre les efforts des responsables des politiques visant à faire face aux changements climatiques au Canada. Nous avons estimé que c'était un premier pas vers de nouveaux processus d'engagement qui reconnaissent la complexité des enjeux de l'heure, et leurs vastes répercussions. Les changements climatiques qui se profilent à l'horizon signifient que nous ne pouvons plus nous contenter de nous ranger dans un camp ou dans l'autre. Nous devons aller de l'avant ensemble.

Des processus d'engagement nouveaux et efficaces permettant la contribution de divers groupes éveilleront au bout du compte le sentiment d'urgence et de nécessité d'agir sur le tableau des changements climatiques. Nous devons travailler ensemble, comprendre les perspectives divergentes, et commencer à agir résolument. La TRNEE continuera de jouer un rôle clé en rassemblant les intervenants, en stimulant les discussions et en faisant des recommandations stratégiques aux gouvernements et aux citoyens, et ce, en vue de protéger la place du Canada dans un monde en plein changement climatique.

ANNEXE

**PARTICIPANTS AUX
TABLES RONDES**

**TABLE RONDE N° 1 :
LES ÉCOSYSTÈMES**

Gisèle Quenneville, modératrice

Bill Borland, AMEC, Nouveau-Brunswick

Mel Cappe, Institut de recherche en politiques
publiques (IRPP), Québec

David Chernushenko, TRNEE, Ontario

Linda Coady, COVAN, Colombie-Britannique

Roger Gibbins, Canada West Foundation, Alberta

Mike Harcourt, Sustainability Solutions, Colombie-Britannique

Toby Heaps, Corporate Knights, Ontario

Hélène Lauzon, Conseil patronal de l'environnement du Québec,
Québec

Avrim Lazar, Association des produits forestiers du Canada, Ontario

Preston Manning, Manning Centre for Building Democracy, Alberta

Merrell-Ann Phare, Centre autochtone de ressources
environnementales (CARE), Manitoba

Ken Ogilvie, Expert-conseil, Ontario

Rick Smith, Environmental Defence, Ontario

**TABLE RONDE N° 2 :
L'ÉCONOMIE D'ÉNERGÉTIQUE**

Bernard Lord, modérateur

Elyse Allan, GE Canada, Ontario

Angus Bruneau, TRNEE, Terre-Neuve-et-Labrador

Mike Cleland, Association Canadienne du Gaz, Ontario

Andrew Coyne, *Maclean's*, Ontario

Duncan Hawthorne, Bruce Power, Ontario

David Keith, Université de Calgary, Alberta

Andrew Lee, Sustainable Development Commission, R.-U.

Sheila Leggett, Office national de l'énergie, Alberta

ANNEXE

John Manzoni, Talisman Energy, Alberta
 Jeff Passmore, Iogen Corporation, Ontario
 Marlo Reynolds, Pembina Institute, Alberta
 Peter Robinson, Fondation David Suzuki, Colombie-Britannique
 Vicky Sharpe, Technologies du développement durable
 Canada, Ontario
 Steve Williams, Suncor Energy, Alberta

TABLE RONDE N° 3 : L'ENVIRONNEMENT DE L'ARCTIQUE

Jodi White, modératrice

Patrick Borby, Affaires indiennes et du Nord Canada, Ontario
 Terry Breese, Ambassade des États-Unis d'Amérique à Ottawa,
 Ontario
 Sir Anthony Cary, Haut Commissaire de Grande-Bretagne au
 Canada, Ontario
 Ian Church, Gouvernement du Yukon , Yukon
 Elizabeth Dowdeswell, Université de Toronto, Ontario
 Violet Ford, Conseil circumpolaire inuit (CCI), Ontario
 Fen Hampson, Université Carleton, Ontario
 Paul Heinbecker, Centre for International Governance
 Innovation , Ontario
 Thomas Homer-Dixon, Université de Waterloo, Ontario
 Robert Huebert, Université de Calgary, Alberta
 Bob Page, TRNEE, Alberta
 David Runnalls, Institut international du développement
 durable, Manitoba
 Mercedes Stephenson, The URC Investigates, Ontario

MEMBRES DE L'AUDITOIRE

Saaqib Ahmad, Bureau du Conseil privé
 Jean-Luc Allard, RÉSEAU environnement
 Paul Allen, Ressources naturelles Canada
 Heather Arnold, Conservation de la nature Canada

ANNEXE

John Arseneau, Environnement Canada
 Elizabeth Atkinson, Ressources naturelles Canada
 Maxime Beaupré, Bureau du Conseil privé
 John Bennett, ClimateforChange.ca
 Jean-Thomas Bernard, Université Laval
 Steve Bigras, Commission canadienne des affaires polaires
 Pierre Boucher, Association Canadienne du Ciment
 David B. Brooks, Les Ami(e)s de la Terre
 Jim Burpee, Ontario Power Generation
 Ian Burton, Environnement Canada
 Stephanie Cairns, Wrangellia Associates
 Bruce Carson, The Canada School of Energy and Environment
 Valerie Chort, Deloitte et Touche
 Cécile Cléroux, Environnement Canada
 Tom Conway, Resource Futures International
 Nancy Coulas, Manufacturiers et exportateurs du Canada
 Neil Cunningham, Manitoba Science
 Ron Dembo, Zerofootprint
 Cindy Dickson, Council of Yukon First Nations
 John Dillon, Conseil canadien des chefs d'entreprise
 John Drexhage, Institut international du développement durable
 Elizabeth Duffy-Maclean, Bullfrog Power
 Stewart Elgie, Université d'Ottawa
 Ken Elsey, Canadian Energy Efficiency Alliance
 Sara Filbee, Industrie Canada
 Ryan Foster, Université York
 Pierre Guimond, L'association canadienne de l'électricité
 Glen Hodgson, Le Conference Board du Canada
 Robert Hornung, L'Association canadienne de l'énergie éolienne
 Brenda Kenny, Association canadienne de pipelines d'énergie
 Dean Knudson, Environnement Canada
 Phil Kurys, Transports Canada
 Gordon R. Lambert, Suncor Energy Inc.
 Roger Larson, L'Institut canadien des engrais

ANNEXE

David Layzell, Institute for Sustainable Energy, Environment and Economy

Bud Locklear, L'ambassade des États-Unis d'Amérique

Cyril Loisel, Institut du développement durable et des relations internationales

Tony Macerollo, L'Institut canadien des produits pétroliers

Hugh MacLeod, Gouvernement de l'Ontario

Jim MacNeill, Institut international du développement durable

Chantal Maheu, Ressources naturelles Canada

Reg Manhas, Talisman

Louis Marmen, L'Association canadienne du gaz

Michael Martin, Environnement Canada

Maria Mavroyannis, Deloitte et Touche

Karel Mayrand, Fondation David Suzuki

Velma McColl, Earnscliffe Strategy Group

Jane McDonald, Sustainable Prosperity

John Moffet, Environnement Canada

Mark A. Nantais, L'Association canadienne des constructeurs de véhicules

Scot Nickels, Inuit Tapiriit Kanatami

Bob Oliver, Pollution Probe

Patricia O'Reilly, Suncor Energy Inc.

Marc Paquin, UNISFÉRA

Richard Paton, Fabricants de produits chimiques du Canada

Gordon R. Peeling, L'Association minière du Canada

Isabelle Proulx, Ressources naturelles Canada

Shahzad Rahbar, L'Association canadienne du gaz

John Roy

Pierre Sadik, Fondation David Suzuki

Deep Saini, Université Waterloo

David Sawyer, Enviro Economics Inc.

Carlos Sayao, Environnement Canada

Rodney Semotiuk, Advanced Technologies and Fuels Canada Inc

Vicky Sharpe, Technologies du développement durable du Canada

Trevor Swerdfager, Pêches et Océans Canada



ANNEXE

Peter Sylvester, L'Agence canadienne d'évaluation environnementale

Patrick Tobin, Rio Tinto

Glen Toner, Université Carleton

Scott Vaughan, Bureau du vérificateur général du Canada

Felipe Andrián Vázquez-Gálvez, Commission de coopération
environnementale

Euan Wallace, Le haut-commissariat britannique

Judith Watling, Le Projet de recherche sur les politiques

Wendy Watson-Wright, Pêches et Océans Canada

Dave Watters, Global Advantage Consulting

Elizabeth Weir, Efficacité NB

Jonathan Westeinde, Windmill Development Group

Leslie Whitby, Affaires indiennes et du Nord canadien

Graham Whitmarsh, Gouvernement de la Colombie-Britannique

Alex Wood, Le Groupe Financier Banque TD

Tony Young, Environnement Canada